400 FCFA n° 120 du 17 septembre 2018 3è année Directeur de publication **Marie Robert ELOUNDOU** essingan.actu@gmail.com

Essingan

Le verbe immortel

Bi-hebdomadaire – Récépicé N°00000044/RDDJ/J06/BASC

Projets C2d à Bertoua

Ça va coûter 21 milliards

P 13

CAN 2019/ PRIME POTOMAC ET LES STADES D'ENTRAÎNEMENT DE GAROUA

LE TEMPS DES FINITIONS

P 14

Paiement électronique des frais exigibles

Nalova fait payer 1 milliard de trop aux parents

P 3

Etomo Zogo la grenouille qui se voulait bœuf

Par Gilbert Tsala Ekani

Appelons cela livre, oui appelons livre ce tissu de contrevérités, ce monceau de médiocrité, d'inexactitude historiques et d'approximations langagières.
Voici un personnage sorti de nulle part et qui aurait dû y rester. Il s'est bombardé écrivain. Un écrivain ? peut-être mais aux dents de lait et qui gagnerait à se montrer moins arrogant, moins péremptoire. Ce monsieur écrit un livre avec pour titre 'Lékié, acteur ou marionnette ?' etc…
D'abord à qui pose-t-il la question ? s'il a une thèse à défendre il doit le faire avec un argumentaire pertinent et conséquent ou dans ce qu'il appelle livre- en réalité un navet- il multiplie les insinuations, les invraisemblances voire de grossières contrevérités. En réalité il aurait dû écrire actrice au lieu d'acteur. Puisque Lékié est féminin on aurait donc pu s'attendre à un titre du genre 'Lékié la marionnette se prenant pour une actrice'
Evidemment pour y songer, il faut avoir une once de talent que manifestement le Créateur n'a pas voulu lui accorder. Je passe sur le fait qu'il a -mal- pompé mon livre 'Paul Biya et la Lékié', d'amour et de raison- je m'attarde sur quelques insuffisances historiques et langagières. En page 15, l'auteur affirme que lors de la première visite du président Paul Biya à Monatélé en 1992, un homme a pris la parole tenant un discours digne d'un laudateur et d'un exégète arrermenté que lui conférait logiquement à l'époque sa casquette de secrétaire général adjoint à la communication au comité central du RDPC. Ce poste n'a jamais existé. C'est donc un grossier mensonge.
Je présume M. Etomo que vous voulez parler du Pr Hubert Mono Ndzana lui était secrétaire à la communication. En page 37, de son ouvrage l'auteur affirme que M. André Marie Mbida fut premier ministre du Cameroun avec comme vice PM M. Amadou(sic) Ahidjo. S'agirait-il d'Ahmadou Ahidjo ? De même le mouvement qu'il dit traditionnel est dénommé Anagsama et non Anacsama.
Dans la liste des chanteurs de la Lékié, l'auteur déniche un certain Etémé (sic) Théodore plus connu sous le pseudonyme de Zanzibar. En réalité le pauvre devrait se retourner dans sa tombe puisqu'il s'appelle plutôt EPEME.
Puis on arrive au sommet de la bêtise vous parlez de ma modeste personne comme d'un 'journaliste à la retraite' et vous débaptisez mon livre en y mettant deux points qui n'ont rien à y faire. Ce livre s'intitule Paul Biya et la Lékié d'amour et de raison. M. l'écrivain débutant vous pouvez vous étonner de ce que vous appelez le postulat du journaliste. Libre à vous de penser qu'Ahmadou Ahidjo méritait le prix Nobel mais il faut le prouver au lieu de s'enfermer dans des élucubrations, des affirmations inconsistances et inutilement fatigantes pour le lecteur. Par ailleurs M. apprenez à lire avant de prétendre écrire. Vous avez sans doute sauté une classe dans votre cursus scolaire sans doute en pointillés.
La section d'initiation à la lecture sinon, vous auriez su que c'est M. Eyebe Ayissi qui a eu l'idée de mon livre mais que ce livre est bien à moi. Vous sauriez peut-être aussi que je suis un journaliste occupé, sollicité jaloux de sa liberté et peu porté sur les petites prébendes qui semblent vous obnubiler.
Il semble M. Etomo Zogo que vous enseignez mais vous vous trompez sur les noms des personnalités avec un dilettantisme effarant. J'ai la chair de poule en pensant que vous avez enseigné. C'est bien que vous ne soyez plus actif. En attendant votre retraite où on vous oubliera sans doute. Ce qui n'est pas mon cas. Bon il est temps de me désintoxiquer.

La section d'initiation à la lecture sinon, vous auriez su que c'est M. Eyebe Ayissi qui a eu l'idée de mon livre mais que ce livre est bien à moi. Vous sauriez peut-être aussi que je suis un journaliste occupé, sollicité jaloux de sa liberté et peu porté sur les petites prébendes qui semblent vous obnubiler.

Essingan
Siège Social
Yaoundé – Essos (Camp Sonel)
BP : 5423 – Tel : 00237 691 74 35 20 / 663 08 61 38

Edité par le cabinet Eland Consulting

President Directeur Général
Marie Robert ELOUNDOU

Directeur de Publication
Marie Robert **ELOUNDOU**

Conseiller spécial
Julien **NGA EBEDE**

Directeur des rédactions
Léger **NTIGA**

Secrétaire de rédaction
Sylvain **ANDZONGO**

Chroniqueurs
Gilbert **TSALA EKANI**

Omer **ZANG SIDJOU**
Rédaction centrale
Marie Flore **NGUIMBOUS**
Gisèle **LEKINI**
Jean Pierre **BITONGO**
Carole **TONO**
Crescence Yolande **AKABA**
Elvis Serge N**SAA**
Ange Michel **NGA**
Serge **Wandji**

Agence de l'Est
Ange-Gabriel **OLINGA.**

Relecture
Julien **NGA EBEDE**

Photographe
Luc **FOUDA**

Infographe
Charles Ledoux **ATEBA ATEBA**

Imprimerie
JV-GRAPH

Distribution
CEDIPRESS

FRAIS EXIGIBLES

Le paiement électronique fait des gorges chaudes

Les parents ne décolèrent pas au constat que l'implémentation du paiement électronique grève la bourse des plus pauvres et impose le supplice de la marche aux ruraux.

Serge Wandji

Mardi le 11 septembre 2018, dans l'un des lycées de l'arrondissement de Yaoundé 3e, les agents des entreprises Mtn, Orange, Express Union et Campost sont installés à l'entrée principale du bureau de l'intendant. Aux environs de 10 heures, Joseph T., parent d'un élève de la classe de troisième y arrive pour inscrire son fils. Il est orienté vers une dame afin de vérifier si le nom de ce dernier apparaît dans les listes de l'établissement. Cette vérification faite, il va, préalablement, payer les frais d'Apee chez un jeune homme qui est installé face à la dame. Au terme de cette opération, il est lui est remis une fiche de renseignements devant lui permettre de payer les frais exigibles chez l'opérateur de son choix. Il se dirige chez un agent, paie les frais exigibles, d'examen et de timbres.

La dame lui exige 100Fcfa par opération. Joseph T. fulmine et dénonce le déficit de communication. «Vous auriez dû l'afficher afin que nul n'en ignore», gronde le parent d'élève furieux. Le mode opératoire du paiement numérique des frais exigibles a été communiqué aux différents responsables des services centraux et déconcentrés du Minesec lors de la sectorielle du 24 août 2018, tenue au collège Jean Tabi à Yaoundé. Suivant ces explications, trois possibilités peuvent être d'évidence. Les établissements disposant d'une connexion internet, ceux ne disposant pas de celle-ci et le paiement direct via les opérateurs de transfert d'argent. Dans tous les cas de figure, le parent doit passer à l'établissement retirer une fiche de renseignements avant d'effectuer toute opération de transfert.

Mais, depuis la rentrée scolaire, dans la ville de Yaoundé, Mtn, Orange, Eu et Campost sont installés dans les campus des établissements scolaires. Le 05 septembre dernier, Nalova Lyonga a apporté des précisions supplémentaires. «Le ministre des Enseignements secondaires a l'honneur d'informer le public qu'il n'y a aucune condition préalable au paiement des frais exigibles par voie électronique», tient-elle à préciser. Malgré ce souci de clarification, la digitalisation du paiement des frais exigibles dans les lycées et collèges pose des problèmes d'ordre éthique, peut être aussi réglementaire, et pratique. Du point de vue éthique, à l'annonce de cette réforme, Mme le ministre n'avait jamais fait allusion à quelque paiement de commission aux opérateurs.

Gouvernance scolaire

Laissant l'impression que cette technique de paiement numérique n'induisait le paiement d'aucun frais, in fine. Cette innovation rentre dans un package que Nalova Lyonga qualifie, pompeusement de «Ecole propre». Relativement au paiement numérique, elle dit: «ce changement participe de notre volonté d'améliorer la gouvernance scolaire». Sauf que sa démarche pour l'actualisation de cette utopie d'«Ecole propre», souffre de deux écueils: la franchise et la transparence. Par ailleurs, le paiement électronique vient grever la bourse des masses laborieuses qu'elle prétend défendre les intérêts. «Je pense que les parents font de leur mieux pour obtenir cet argent», disait-elle au Hilton le 1er juin dernier. En effet, pour chaque opération réalisée chez n'importe quel opérateur, le parent paie au bas mot la somme de 100Fcfa.

Ainsi, pour un parent ayant un élève en troisième, première ou terminale, il doit débourser au moins 300Fcfa de plus pour l'opération relative aux frais exigibles, d'examen et ceux liés au timbrage. Les frais de taxi non compris. Cette innovation représente une dépense non négligeable pour des populations dont la majorité gagne moins d'un dollar par jour, 550Fcfa en l'occurrence. Sur le plan réglementaire, la Minesec surfe allégrement dans la rupture d'avec les textes. Cette modalité de paiement est en rupture de ban avec le décret du 19 février 2001 portant organisation des établissements scolaires publics fixant les attributions des responsables de l'administration scolaire. Selon les dispositions de l'article 39 de ce texte présidentiel, l'intendant ou l'économe collecte les contributions exigibles et tous les fonds reçus de l'établissement, assure la gestion de la caisse d'avance, etc.

En dehors de cette disposition, la décision de Nalova semble mettre sous l'éteignoir l'alinéa 2 de l'article 48 selon lequel: «aucune autre contribution financière ou matérielle ne peut leur être exigée.» Du point de vue pratique, cette innovation ignore que beaucoup de coins de la République sont sevrés de l'approvisionnement en énergie des mois durant. Bien plus, les opérateurs retenus sont généralement localisés dans les zones urbaines. Ce qui veut dire que les populations des zones rurales devront parcourir des dizaines de kilomètres pour pouvoir payer les frais exigibles de leurs enfants.

SURCOÛTS

Un milliard de trop pour les parents

Alors que le gouvernement dit vouloir réduire les coûts de scolarisation, la ministre Nolova Lyonga en augmente plutôt.

SW

Dans les colonnes de l'hebdomadaire Cameroon Business Today du mercredi 12 au mardi 18 septembre 2018, l'économiste, Bernard Nguekeng de l'université de Yaoundé II est clair que cette mesure «alourdit la procédure qui est préjudiciable aux parents du fait des va-et-vient entre le lieu de paiement et l'établissement scolaire. La situation est encore plus grave pour les populations vivant dans les zones périphériques puisqu'elles devront débourser en plus les frais de transport pour rallier les lieux de paiement de ces frais de scolarité». Ce constat M. Nguekeng n'est qu'une partie visible de l'iceberg, le paiement digital des frais exigibles est plus lourd qu'on ne l'imagine.

La digitalisation du paiement initiée par la ministre Nalova Lyonga induit des frais de transfert d'une moyenne de 100Fcfa par opération. Autrement dit, pour le paiement des frais exigibles, d'examen et de timbre, le parent dépense au bas mot 300Fcfa. Si on multiplie cette somme par le nombre de candidats inscrits aux examens à la session de juin 2018, soit 626 929 candidats. Une opération arithmétique permet de constater que les parents devront dépenser 188, 078 millions de Fcfa.

En faisant une projection sur la base des effectifs de 2018, les élèves qui ne présentent pas d'examen officiel, sont estimés à deux millions et demi. En multipliant cet effectif par les frais induits de l'ordre de 100Fcfa, l'on a une masse financière de 238 millions de Fcfa. A cette enveloppe il faut ajouter les frais de transport notamment des parents des zones rurales dont on estime l'effectif minimal de 500 mille élèves. Dont on évalue le déplacement aller et retour à 1000Fcfa. Un calcul simple aboutit à la rondelette somme de 500 millions de Fcfa.

En somme, la digitalisation du paiement des frais exigibles pourrait coûter 927 millions de Fcfa. Près d'un milliard de Fcfa imputé aux parents d'élèves. L'addition pourrait être salée dans la mesure où il leur est proposé de payer les frais exigibles par tranche, jusqu'au 31 décembre 2018. Cette innovation du ministre des Enseignements secondaire illustre à suffisance que l'enfer est pavé de bonnes intentions.

PRÉSIDENTIELLE 2018/ CENTRE,SUD ET EST

Le Rdpc ne veut lâcher le moindre espace à ses concurrents dans son bastion naturel

Le Parti au pouvoir déploie son dispositif de préparation de campagne au moment où ses adversaires organisent des meetings politiques, sorties dans les médias et réseaux sociaux.

Par Jean-Pierre Bitongo

Pour la dernière ligne droite avant le lancement de la campagne électorale, le 22 septembre 2018, les régions du Centre, du Sud et de l'Est sont sous le charme des formations politiques en lice pour l'élection présidentielle du 07 octobre 2018. Les responsables, les sympathisants et militants de base du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) ont augmenté le nombre de rassemblements et de réunions qui ont pour objet la collecte des fonds pour la réélection du président Paul Biya. A la suite des circulaires qu'il vient de signer en interne pour l'organisation de sa campagne électorale, les équipes se mettent en place et organisent des réunions préparatoires à l'opérationnalisation des stratégies. Au terme de ces réunions de sensibilisation et d'information, les camarades de Paul Biya l'assurent d'un vote massif.

Les cadres du parti encouragent les militants inscrits sur les listes électorales à aller retirer leurs cartes d'électeur «pour la victoire éclatante de leur candidat Paul Biya». Pour Jean Nkuété, «il faut une victoire écrasante qui ne laisserait aucun doute sur la suprématie du Rdpc», recommande le secrétaire général du Comité central de cette formation politique. Jean Nkuete a notamment émis le souhait le 12 septembre 2018 lors de la réunion de la Commission nationale de supervision de la campagne électorale du parti au pouvoir. Au cours de cette rencontre élargie aux différents responsables du parti aux niveaux régional et départemental, des consignes de campagne ont été données. Le samedi 15 septembre 2018, au cours de la toute première conférence de la section Ofrdpc Mefou et Afamba centre, tenue à Nkol-Afamba, les femmes ont exprimé leur ferme intention de plébisciter le président Paul Biya, le 07 octobre 2018.

A cet effet, une motion d'engagement a été remise à Yaou Aïssatou, présidente du Bureau national de l'Organisation des femmes du Rdpc (Ofrdpc). Pour elle, «Paul Biya était le meilleur d'hier, il est le meilleur aujourd'hui et il sera le meilleur pour les femmes demain». Dans le cadre de la préparation de la campagne électorale pour le scrutin présidentiel du 07 octobre 2018, le chef de la délégation permanente régionale du Comité central du Rdpc dans le Centre et président de la Commission régionale de coordination de la campagne électorale dans Centre, Jean Bernard Ndongo Essomba va présider, demain mardi, 18 septembre 2018 une séance de travail qui aura pour cadre la salle des actes de l'hôtel de ville de Yaoundé.

Candidat naturel

Dans le même ordre d'idées, les filles et les fils du Nyong-et-Mfoumou réunis dans le cadre des préparatifs opérationnels à la campagne du candidat du Rdpc pour l'élection présidentielle du 07 octobre 2018, en ont profités pour boucler la collecte de leur soutien au plan d'urgence humanitaire mis en place par le président de la République par ailleurs, président national du rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc). Ils ont réuni 42 millions de Fcfa. Un témoignage de leur solidarité avec les compatriotes des régions anglophones où ils sont persécutés et harcelés par des bandes armées qui «sèment la mort, la destruction des biens et la discorde».

En face, Maurice Kamto, le candidat du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), s'est voulu plus actif sur le terrain plus que les autres candidats de l'opposition. Il a ainsi donc séjourné la semaine dernière, dans le Centre après la région de l'Est. Il y a tenu des meetings dans le département du Mbam et Inoubou. Plus précisément dans les localités de Ndikiniméki, Makénéné, Kon-Yambeta, Bokito, Kiki et d'Ombessa. Pour séduire les populations, ce nouvel opposant ne manque aucune occasion pour fustiger la gouvernance du régime actuel qu'il a pourtant servi. Toujours dans la semaine écoulée, Akere Muna Tabeng, le candidat investi par le Front populaire pour le développement (Fpd) s'est retrouvé du côté d'Eséka dans le département du Nyong-et-Kelle où il est allé se recueillir sur la tombe de Ruben Um Nyobe. De retour d'une tournée dans l'Adamaoua, Maurice Kamto a enchaîné avec un périple dans la région de l'Est où il aura tenu quatre meetings, toujours dans sa logique de dénonciation, à Garoua-Boulaï, Yokadouma, Batouri et à Abong-Mbang.

Pour s'attirer la sympathie des populations venues l'écouter, le candidat à l'élection présidentielle 2018 du Mrc, à en croire nos sources, s'est attardé sur le piteux état des routes en terre existantes qui ne leur permettra pas d'aller élire le candidat de leur choix. Peut-être ne savait-il pas que des dispositions spéciales sont prises concernant l'aménagement desdites routes pour que les électeurs accomplissement sans difficulté leur devoir citoyen.

Au cours d'une séance de travail de synthèse avec les acteurs du processus électoral et les autorités administratives, des responsables d'Elecam, rendus au terme de leur tournée régional à l'Est, ont reçu les garanties que le vote du 07 octobre 2018 se déroulera dans le strict respect des consignes contenues dans le Code électoral.

Au bout de cette offensive de charme, le Rdpc et Paul Biya qui a regagné Yaoundé samedi, 15 septembre dans la soirée, ne veulent rien céder.

SUD

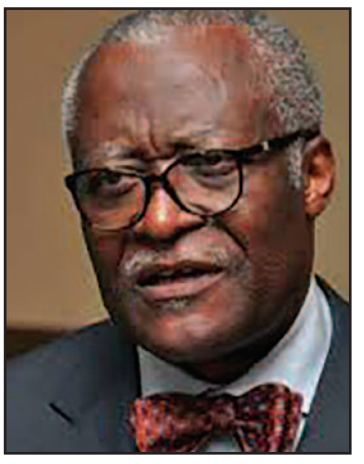
J.D. Ndongo et Me Mbiam ratissent large, Akéré Muna sans repère

Front populaire pour le développement (Fpd) de Me Akere Muna et le Rdpc de Paul Biya étaient à la conquête des électeurs.

SW

Les populations ont profité de la tenue des travaux de la conférence élargie de la section Rdpc tenue à Ambam le 08 septembre 2018 pour rassurer le candidat du Rdpc de leur plébiscite massif au prochaine scrutin présidentiel. «Sur le chemin du plébiscite du président Paul Biya à l'élection présidentielle du 07 octobre prochain», c'était le thème retenu pour les travaux. «La Vallée du Ntem est la chasse gardée du Rdpc et de Paul Biya», a martelé le député Emmanuel Mbiam. Pour les populations de ce département de la région du Sud, «Paul Biya n'est pas le meilleur risque mais plutôt la meilleure assurance».

Le 13 septembre 2018, à Ebolowa c'est près de 1500 chefs traditionnels de la région du Sud qui ont donné leur bénédiction au président Paul Biya qui est leur chef, le «Nnom Nguii». Ainsi, ils disent «oui» pour la réélection de leur chef, en vue de la préservation de la paix, de la stabilité et de l'unité nationale. Un message a d'ailleurs été remis au gouverneur du Sud. Après une parade à travers les artères de la ville jusqu'à l'esplanade des services du gouverneur du Sud. Félix Nguélé Nguélé a promis de le faire parvenir, dans les plus brefs délais, «au prestigieux destinataire». Dans le département de l'Océan où, sur 11 000 potentiels électeurs attendus aux urnes le 07 octobre 2018, 84,76% ont déjà retiré leurs cartes d'électeur, près de 78 millions de Fcfa ont été réunis samedi 15 septembre 2018 à la maison de parti de Kribi, pour renforcer le budget de la campagne électorale.



Election à la marchal

C'était sous la conduite du chef de la délégation permanente départementale du Comité central du Rdpc dans l'Océan, Jules Doret Ndongo, ministre des Forêts et de la Faune. La même cérémonie de collecte de fonds a eu lieu le même samedi 15 septembre 2018, sous la coordination du sénateur Samuel Obam Essam. «Nous sommes déjà en pleine campagne électorale. Il faut garantir une élection à la Marchal, c'est-à-dire qu'une voix ne puisse pas faire défaut au président Paul Biya pour qu'il fasse le plus grand score, le meilleur qu'il n'a jamais fait dans la Vallée du Ntem», a fait savoir le chef de la délégation permanente départementale du Comité central du Rdpc pour la Vallée du Ntem.

En face, le Front populaire pour le développement (Fpd) de Akere Muna, le leader du Mouvement Now investi par le Front populaire pour le développement (Fpd) a séjourné dans la région du Sud où il est allé promettre aux populations de Kribi de mettre fin à la braderie et l'accaparement des terres. Son message de séduction à l'adresse des 257 000 électeurs inscrits, a porté sur l'éducation, la santé et la justice qui, selon lui, sont «des éléments qui contribuent au bien-être d'un homme, qu'il soit pauvre ou riche, faible ou fort».

Dans la foule, on a remarqué la présence des militants de l'Alliance des forces progressistes (Afp) et ceux de la faction de l'Union des populations du Cameroun (Upc) que dirige Issa Habiba, épouse Duala M'bedi, dont la candidature avait été recalée. Par ailleurs, Elecam a demandé à Me Muna de proposer une autre couleur pour l'impression de ses bulletins de vote afin d'éviter qu'il y ait confusion avec les bulletins de vote du candidat Adamou Ndam Njoya de l'Union démocratique du Cameroun (Udc).

CRISE SÉCURITAIRE DANS LE SUD-OUEST

Le gouverneur Bernard Okalia Bilaï interdit l'exode des populations

Face aux violences en croissance à mesure que l'on se dirige vers l'élection présidentielle du 07 octobre, les compagnies de transport sont bondées de gens à destinations des villes voisines de Douala, Mbanga, etc.

Léger Ntiga

La Cameroon Radio And Television (Crtv), la radiotélévision d'Etat a donné l'information au cours de ses éditions d'information du samedi 15 septembre 2018. Il en ressort globalement que les autorités ont interdit samedi «l'exode massif» des populations du Sud-ouest, l'une des deux régions anglophones du Cameroun en crise, après que des «centaines de familles» de ces régions ont décidé de les fuir, à trois semaines de l'élection présidentielle. «Les prescriptions du gouverneur, Bernard Okalia Bilaï, du Sud-ouest ont été claires: les voyages sont autorisés, mais les déménagements et exode massif des populations sont interdits», a rapporté le correspondant local de la Cameroon Radio And Television.

Des «centaines de familles sont en train de fuir le Sud-ouest pour des régions plus sûres, il y a une atmosphère de peur», ont indiqué samedi, différentes sources à Buea, la capitale régionale du Sud-ouest. D'après des témoignages concordants, le gouverneur de la région s'est rendu dans certaines agences des compagnies de transport pour sensibiliser les populations sur la nécessité de ne pas déserter la ville. Seulement, depuis quelques jours, des départs massifs de populations sont enregistrés dans les deux régions anglophones. A l'approche de l'élection présidentielle prévue le 07 octobre, les habitants redoutent une intensification des combats, déjà devenus quasi quotidiens entre l'armée et les séparatistes.

Matelas et lits

Ces derniers, qui ne reconnaissent plus l'autorité étatique de Yaoundé et plaident pour un Etat anglophone camerounais indépendant, ont affirmé que l'élection ne se tiendrait pas en zone anglophone. Samedi, le gouverneur Okalia Bilaï a séjourné pendant de longues heures dans l'une des gares routière de Buea d'où les populations fuient, parfois avec matelas et lits, vers Douala dans la région du Littoral voisin ou du côté de Yaoundé dans le Centre.

«Des rumeurs (...) circulent que les forces de défense et de sécurité vont lancer l'assaut. Elles ne lancent pas l'assaut», a expliqué le gouverneur à la Crtv, déclarant que «c'est plutôt les terroristes qui veulent lancer l'assaut et les forces de sécurité sont là pour casser cet assaut».

M. Okalia Bilaï a encore appelé les populations à «rester chez elles» et à collaborer «avec les forces de sécurité». Pour les populations, qui s'estiment en danger de mort, le départ est la seule solution. «Les parents et les enfants sont en train de partir alors que beaucoup sont déjà inscrits dans les écoles», a regretté le gouverneur. Depuis la rentrée du 03 septembre, plusieurs établissements ont été pris pour cible, le gouvernement a imputé la responsabilité ces attaques aux combattants séparatistes. Au cours de la journée du vendredi 14 septembre par exemple, des combats ont opposé les unités des forces de défense et de sécurité aux groupes armés repoussés et dont les arsenaux ont été détruits.

A mesure que le scrutin approche, la situation sécuritaire dégénère chaque jour un peu plus dans les régions anglophones. Mardi, 11 septembre déjà, Buea a été le théâtre d'affrontements entre séparatistes et forces de sécurité. Dans les deux régions affectées par cette crise, 109 membres des forces de défense et de sécurité ont été tués depuis le début du conflit armé fin 2017. Le gouvernement déplore la mort de plusieurs centaines de civils froidement tués par les mouvements armés.

COMMANDEMENT TERRITORIAL

Le Sgpr exige que les sous-préfets déserteurs regagnent leurs postes

Le ministre secrétaire général à la présidence de la République a instruit le ministre Paul Atanga Nji d'organiser leur retour dans leurs administrations respectives.

MFN

Une correspondance du secrétaire général à la présidence de la République (Sgpr), adressée au ministre de l'Administration territoriale, a fuité sur les réseaux sociaux dans la journée du 12 septembre 2018. Dans cette missive, Ferdinand Ngoh Ngoh instruit le Minat, Paul Atanga Nji, de procéder à la «réinstallation des autorités administratives dans les arrondissements du Nord-ouest et du Sud-ouest». Le Sgpr précise que ce message est une «très haute instruction du chef de l'État», et demande que cela se déroule au plus tard le 10 septembre, «en présence des représentants du Mindef, du Sed, de la Dgsn et de la Dgre».

Selon Ferdinand Ngoh Ngoh, quinze responsables ont quitté leurs postes de travail depuis l'intensification des violences dans les zones anglophones. Des violences très souvent marquées par des enlèvements de responsables, membres de l'administration camerounaise. Ce fut le cas avec le sous-préfet et le délégué des Affaires sociales de Batibo en février 2018. Le sous-préfet de Batibo avait finalement été déclaré mort par le Minat. La liste des responsables ayant fait désertion comprend deux premiers adjoints préfectoraux et 13 sous-préfets.

Ils proviennent de six départements des deux régions anglophones: Menchum, Momo, Lebialem, Ndian, Meme, et Kupe-Manenguba. Leur réinstallation prévue le 10 septembre n'a pu avoir lieu. En raison de la conférence semestrielle des gouverneurs de région à Yaoundé. Au ministère de l'Administration territoriale, on assure que toutes les dispositions sont prises pour le retour de ces administrateurs. Dans le même ordre d'idées, le dispositif sécuritaire se renforce pour

faire face à l'intensité toujours croissante dans les violences.

C'est dans ce sens que la semaine dernière, des témoignages ont rapporté de violents affrontements dans la ville de Buea, suivi d'un exode massif de la population. L'ambition des militants sécessionnistes semble claire: rendre ces régions ingouvernables à l'approche de l'élection présidentielle, et surtout que le 1er octobre, date marquant la réunification du Cameroun, pointe à l'horizon. En face, ils trouveront les forces de défense et de sécurité sur le pied de guerre.

IMPORTATION DE NOURRITURE

Le Cameroun a acheté pour 478 milliards en 2017

Selon le rapport de l'Institut national de la statistique, ces cinq principaux produits sont concernés. Dans l'ordre d'importance le riz, les poissons surgelés, le blé, le lait en poudre ou concentré, et les sucres.

Sylvain Andzongo

Les chiffres sur les importations fournis par l'Institut national de la statistique le 14 septembre sont éloquents sur la très grande dépendance du Cameroun vis-à-vis de l'extérieur. Y compris en matière de produits alimentaires. Entre 2013 et 2017, les échanges globaux commerciaux du Cameroun avec le reste du monde se sont stabilisés autour de 14,8 millions de tonnes pour 5 538,9 milliards de Fcfa. Sur la même période, la balance commerciale a été toujours déficitaire. Le déficit moyen a été de 1 126,8 milliards de Fcfa après avoir atteint un pic de 1 187,4 milliards de Fcfa en 2015. Il a enregistré une baisse de 98 milliards de Fcfa, passant de 1 187 milliards de Fcfa en 2014 à 1 089 milliards de Fcfa en 2017.

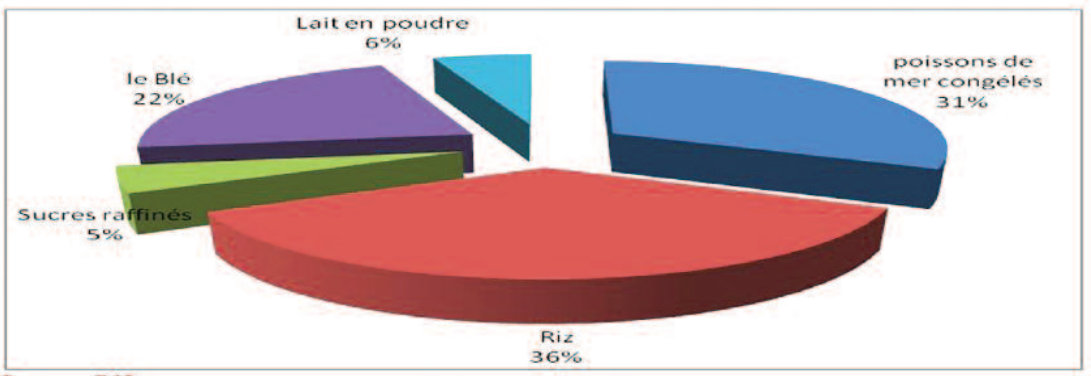
Sur la même période, les importations en valeur du Cameroun ont évolué en dents de scie, passant de 3 285 milliards de Fcfa en 2013 à 2 971 milliards de Fcfa en 2017, après avoir atteint le pic de 3 745 milliards de Fcfa en 2014. La dépendance alimentaire liée à ces produits, mesurée principalement par les importations des produits alimentaires de grande consommation (poissons, riz, sucres, blé et autres) dans les importations totales, a évolué en dents de scie. En effet, en valeur, les dépenses liées à ces produits représentent, en moyenne, près de 19% des importations totales et plus des 25% des importations hors hydrocarbures au cours de la période à l'étude.

La valeur totale de ces produits alimentaires est passée de 754 milliards de Fcfa en 2013 à 649 milliards de Fcfa en 2017. Les cinq principaux produits concernés sont dans l'ordre d'importance le riz, les poissons surgelés, le blé, le lait en poudre ou concentré, et les sucres. Ces cinq produits représentent environ 74 % des importations des produits alimentaires en 2017 contre 67% en 2016. La facture des importations de ces cinq produits alimentaires est passée de 522 milliards de Fcfa en 2013 à environ 478 milliards de Fcfa en 2017, soit plus de cinq fois la valeur de l'année 2000 et contribue à 43% au déficit global du commerce extérieur en 2017. Cette contribution avait atteint un pic de 68% en 2008. Comme l'on peut le noter, la facture reste importante et pèse sur les déficits annuels successifs.

Pour pallier à l'insuffisance de l'offre de la production nationale des produits alimentaires et aider un plus grand nombre de ménages, notamment à faible pouvoir d'achat ou pauvres, le Gouvernement a mis en place des programmes et projets permettant d'améliorer les rendements, d'étendre les superficies cultivées, de régénérer les plantations, de relever le taux d'encadrement des producteurs et de contribuer à la maîtrise des techniques de production. L'objectif principal est de pouvoir satisfaire, autant que possible et surtout à moindre coût, la demande interne toujours croissante en raison de la croissance démographique, conséquemment de réduire les dépenses à l'importation et d'infléchir les tendances d'évolutions des importations.

Ainsi, en 2016, la production de l'agriculture vivrière a enregistré une hausse de 5,8% par rapport à 2015.

Graphique 2 : *Poids moyen de chacun des 5 produits alimentaires dans le total des importations des produits alimentaires importés sur la période 2013-2017*



Source : INS

LE RIZ FAIT SON SHOW

728 443 tonnes importées pour 183,7 milliards

Denrée parmi les plus consommées au Cameroun, elle a occupé le haut du pavé du classement de l'Ins.

SA

S'agissant du riz, les importations étaient de 552 472 tonnes en 2000 pour une valeur de 156,6 milliards de Fcfa. Elles ont atteint un pic de 212,6 milliards de Fcfa en 20131 pour se situer à 819 841 tonnes, avant de reculer à 728 443 tonnes pour une valeur de 183,7 milliards en 2017. Jusque-là, les cours du riz étaient quasi stables. Il se négocie autour de 500 $ US la tonne. Le prix unitaire à l'importation a enregistré une hausse de 7,9% pour se situer à 252,2 Fcfa le kilogramme.

Malgré l'application des droits de douane sur les importations de riz depuis janvier 2016, les importations enregistrent une hausse de 18,6% en quantité et 27,9% en valeur par rapport à 2016. Par ailleurs, les quantités de riz importées se sont accrues, impulsées par la demande intérieure et par les marchés des pays voisins et du Nigéria et du Tchad en particulier, vers lesquels sont réexportés frauduleusement par voie terrestre, des quantités de riz. Les voies de contournement sont utilisées par les petits transitaires, généralement en moto pour contourner les services douaniers. Parfois, certains produits traversent la douane en petite quantité avant d'être rechargés par la suite une fois la frontière franchie.

Les importations du riz par le Cameroun proviennent en totalité de l'Asie (99,8%) principalement de la Thaïlande (85%), de l'Inde (7%) et la Myanmar (2%). Au cours de ces dernières années, les importateurs camerounais s'approvisionnent principalement en Thaïlande car les prix unitaires sont plus compétitifs par rapport aux autres pays asiatiques. La production du riz paddy augmente de 12% pour atteindre 311 674 tonnes en 2016. Cette amélioration résulte de la poursuite de la vulgarisation de la culture de riz pluvial et de la distribution d'engrais chimiques. Une bonne partie de la production du riz local est exporté.

LE BLÉ AUSSI

681 778 tonnes pour une dépense d'environ 103,7 milliards Fcfa

SA

En ce qui concerne le blé, principal intrant dans la fabrication de la farine, l'augmentation de sa facture à l'importation a davantage été influencée par la forte demande intérieure. Le blé est le principal intrant dans la fabrication de la farine au Cameroun. En 2017, l'Institut national de la statistique (Ins) fait le constat selon lequel, l'augmentation de la facture à l'importation de ce produit a davantage été influencée par la forte demande intérieure. Depuis l'année 2000, les quantités importées sont en nette croissance. Jusqu'en 2007, elles se situaient autour de 280 000 tonnes. A partir de 2008, l'on a relevé une augmentation significative de ces quantités qui se situent en 2017 à 681 778 tonnes pour une dépense d'environ 103,7 milliards Fcfa, avec un prix moyen d'environ 300 $ US la tonne. Le prix unitaire à l'importation a enregistré une hausse de 3,3% pour se situer à 152,2Fcfa le kilogramme.

Six principaux importateurs contrôlent 90% du marché. Il s'agit de l'Allemagne, l'Argentine, les Etats-Unis, la France, le Canada, et la Russie. Contrairement aux années antérieures, indique l'Ins, la répartition géographique des importations de ce produit a changé en 2017. Les importations de blé au Cameroun proviennent principalement de la Russie (40%), du Canada (21%) et de la France (19%).

DU POISSON AU MENU

181 678 tonnes pour une valeur de 114,3 milliards Fcfa

SA

L'Institut national de la statistique informe qu'en 2017, les quantités de poissons surgelés importées par le Cameroun se situent à 181 678 tonnes pour une valeur de 114,3 milliards Fcfa. Ces importations ont enregistré une baisse de 23,4% en quantité et 31,8% en valeur par rapport à l'exercice 2016. Elles se situaient à 205 295 tonnes pour une valeur de 144,2 milliards Fcfa en 2013 ; soit des évolutions à un rythme moyen annuel de -5,6% en volume et -2,9% en valeur sur la période 2013-2017.

L'Ins fait remarquer que les opérateurs impliqués dans l'importation de ces poissons surgelés au Cameroun s'approvisionnent principalement à hauteur de 50,6% sur le marché africain (Mauritanie, Sénégal), 12,9% en Europe (Irlande) et 19,6% en Asie (Chine). Les achats de poissons à l'étranger viennent renforcer la production de la pêche locale qui est estimée à 218 191 tonnes en 2016, enregistrant ainsi une hausse de 3% par rapport à 2015. Pour le développement de ce secteur, les pouvoirs publics ont pris des mesures suivantes : la construction des halles de vente, des fumoirs et des quais.

S'agissant de la promotion de l'aquaculture, les actions menées portent sur l'amélioration de la production des écloseries et des fermes aquacoles par la maîtrise de l'élevage larvaire et de la gestion technico-économique, et la vulgarisation des techniques d'élevage de poissons en cage, avec l'appui de la Fao.

DÉSINFORMATION

La présidentielle noyée de fake-news

Depuis la convocation du corps électoral, d'une semaine à l'autre, les réseaux sociaux sont inondés de fausses informations. Mobilisés, les acteurs de la société civile organisent des ateliers, symposiums et autres colloques pour prévenir la dérive en temps d'élection.

Marie Flore Nguini

Les autorités camerounaises et des Ong appellent à lutter contre la propagation de fake-news. Ces fausses nouvelles diffusées sur les réseaux sociaux qui finissent par être reprises en boucle dans l'opinion, les plateformes numériques et médias, sont au cœur des préoccupations de nombreuses rencontres, réflexions et activités organisés en prélude à l'élection présidentielle du 07 octobre 2018. C'est dans ce cadre que le ministre de la Communication, Issa Tchiroma Bakary en ouverture, mercredi 12 septembre du symposium sur le thème «droits numériques et élections au Cameroun», a réitéré que «le gouvernement camerounais en appelle à une synergie d'efforts pour combattre ce fléau», dénonçant une prolifération des rumeurs dans une déclaration lue à l'occasion.

C'est que la semaine dernière a débuté au Cameroun par une nouvelle qui a vite fait le tour de la toile au sujet d'un projet gouvernemental porté par la ministre des Poste et Télécommunications, Minette Libom LiKeng, visant à suspendre Internet sur toute l'étendue du territoire national dès la veille du scrutin. Empreinte de dérision, cette annonce, un rien sérieuse a laissé planer la portée officielle de la note abondamment relayée sur le réseau WhatsApp. Il faut comprendre pourquoi, la ministre des Postes et Télécommunications, Minette Libom Likeng s'est crue obliger d'apporter un démenti par un communiqué rendu public le lundi 10 septembre: «Il circule sur les réseaux sociaux des propos attribués à Mme le ministre des Postes et Télécommunications annonçant une prétendue coupure d'internet sur tous le territoire national du 7 au 9 octobre. [La ministre] tient à dire qu'il s'agit de grossières manipulations et d'un fake-news».

Alerte

En appui de quoi son collègue de la Communication a émis cette appréhension: L'usage inapproprié de l'internet devient une source de menace pour notre droit à la bonne information, surtout en période électorale». Et comme pour enfoncer le clou, la directrice de l'Ong Internet sans frontières (Isf), à l'origine du symposium de Yaoundé, Julie Owono affirmait qu'aujourd'hui, «il ne passe pas une journée sans qu'il y ait une information partagée par des millions de personnes (internautes camerounais) qui s'avère être complètement fausse». En rapport avec cette fausse information si l'on s'en tient aux assurances du gouvernement, Isf a néanmoins indiqué «rester en alerte parce que depuis le début de l'année 2018, malheureusement, à chaque élection, il y a eu un problème avec la bande passante internationale», a souligné Julie Owono.

Pour rasséréner les esprits, le ministre Tchiroma estime qu'à «quelques heures du lancement de la campagne en vue de l'élection du 07 octobre prochain, il est opportun d'inviter les leaders politiques, les internautes, ainsi que tous les acteurs des réseaux sociaux et du cyberespace à plus de responsabilité dans leurs adresses publiques en direction des populations». Depuis plusieurs semaines une rumeur circule sur les réseaux sociaux au Cameroun selon laquelle l'opérateur de téléphonie Mtn a l'intention de couper l'accès à internet durant la durée du scrutin. Fin août, la branche camerounaise du géant de la téléphonie sud-africain avait déjà démenti cette rumeur. Sur le réseau social Tweeter, de nombreux comptes faisant la promotion du bilan du chef d'État en exercice, Paul Biya, candidat à sa réélection ont fleuri. Les détracteurs de Paul Biya estiment qu'il est responsable de la crise anglophone, quand ses soutiens affirment qu'il est le plus à même de la répondre.

Pour leur propagande, les séparatistes armés y postent régulièrement menaces et vidéos des combats. Des vidéos d'exactions présumées commises par l'armée camerounaise ont par ailleurs circulé ces dernières semaines sur Twitter. Dans ces deux régions, où l'armée et les séparatistes anglophones s'affrontent désormais quotidiennement, le gouvernement a rattrapé sur les réseaux sociaux leur utilisation comme relais pour y propager leurs idées. Au début de la crise dite anglophone, les séparatistes proactifs, avait pris une grande longueur d'avance en soumettant le pays réel sous la coupe du pays virtuel dont les «informations» tendaient à être données pour vraies. En cette veille d'élection le mano-à-mano est sans merci.

Théophile Yimgaing Moyo

Le déterminé progressiste et panafricaniste

Après avoir récemment signé avec Anicet Ekane un manifeste pourtant leurs propositions aux candidats à la présidentielle du 07 octobre, il vient de prendre ses distances d'avec une tentative de récupération de Maurice Kamto.

Léger Ntiga

Dans une note rendu publique le 07 septembre 2018, le président national du Mouvement citoyen (Le Moci), dit avoir «lu avec étonnement dans la presse nationale ainsi que sur les réseaux sociaux, une déclaration datée du 31 août d'un candidat à l'élection présidentielle du 07 octobre 2018. Cette déclaration est adressée au coordonnateur du Front progressiste panafricain auquel ferait partie le Mouvement citoyen (Le Moci). Le Moci tient à réaffirmer que sur la forme, le Moci fait plutôt partie d'une plateforme dénommée le Front des forces progressistes et panafricanistes (Fpp), mis en place en 2013».

Dans cette note intitulée « mise au point politique», Théophile Yimgaing Moyo indique que sur le fond, le Mouvement citoyen républicain, dans le cadre de l'élection présidentielle du 07 octobre 2018, a défini une ligne de conduite politique partagée par tous les nationalistes et véritables opposants. Elle consiste à l'adoption d'une loi électorale acceptée de façon consensuelle pouvant ainsi garantir des élections libres, transparentes et incontestables dans notre pays». La suite de la correspondance comporte des éléments déjà contenus dans la déclaration conjointe rendue publique courant août 2018, par le Manidem et le Moci, au nom du Front progressiste et panafricaniste.

Elan patriotique

Pour les deux formations politiques mandatées par leurs dirigeants Anicet Ekane et Théophile Yimgaing Moyo, «cette démarche signifie que pour nous, patriotes issus de la tradition upéciste, il faut placer les intérêts du Kamerun au-dessus de tout. Nous avons toujours dit que les élections, et notamment la présidentielle, doivent être un moment privilégié où s'engage un débat intense et sérieux sur les problèmes fondamentaux des Kamerunais et du Kamerun. Aussi, espérons-nous ardemment que les candidats, dans un élan de patriotisme, sauront reconnaître la valeur de notre position participative et éclairante afin de faire de cette élection un moment de rassemblement pour le Kamerun qui négocie un des tournants les plus cruciaux de son existence».

M. Yimgaing Moyo par sa prise de distance a voulu donc rester fidèle à l'esprit et principes du Manidem et de le Moci qui «s'engagent à rendre régulièrement compte des résultats de leur démarche au peuple kamerunais. Ils appellent tous les compatriotes épris de paix et de justice à populariser ces propositions afin de rallier le maximum de concitoyens à cette demande minimale pour un Kamerun enfin engagé sur la voie du progrès». A cet effet, ils entendent éditer 100 000 exemplaires de leur journal «Objectif» qui sera distribué sur l'ensemble du territoire.

Parmi les propositions soumises aux candidats sont les suivantes, on a la condamnation de façon claire et ferme de la tentative de sécession en cours dans les régions anglophones et la réclamation aux bandes armées sécessionnistes ou non d'un cessez-le-feu unilatéral et immédiat. L'institution d'un système démocratique de gouvernement de type parlementaire, l'organisation territoriale du pays en quatre régions (Grand-centre, Grand-littoral, Grand-nord, Grand-ouest) autonomes économiquement viables, géographiquement et culturellement homogènes, entre autres.

Architecte et urbaniste de formation, le président de l'Ordre national des urbanistes du Cameroun est par ailleurs professeur d'université.

Regard

Défis actuels fait le bilan de Paul Biya

Dans son premier hors-série, le magazine passe en revue les chantiers du chef de l'Etat et surtout les obstacles qui inattendument, ont troublé le septennat qui s'achève.

M.F.N

Produit par le groupe de presse Overland Company, la parution du document de 116 pages était prévue en juillet 2018. Elle vient de sortir de presse et passe en revue les différents chantiers du président de la République. Du moins ceux énoncés dans son programme du septennat. Ils vont de la gouvernance au sport en passant par l'économie, les transports et logistiques, l'eau et l'énergie, l'éducation, la santé, etc. Pour étayer les analyses et enquêtes des équipes de la rédaction, Défis actuels livre une dizaine d'interviews. Et cette édition spéciale de la publication que dirige François Bambou s'ouvre par son éditorial intitulé «devoir d'inventaire».

Pour l'auteur, il s'agit de sonder le dicton selon lequel «l'enfer est pavé de bonnes intentions». En clair, en allant vers les électeurs lors de la présidentielle de 2011, le candidat Paul Biya, chef de l'Etat sortant et finalement reconduit, a fait des promesses dans le sens de l'amélioration de la qualité de vie des Camerounais. Un projet de société réitéré au lendemain de son élection et réaffirmé lors de sa prestation de serment. Et c'est pour aider à faire la comptabilité des réalisations que Défis actuels s'est employé à réaliser ce volume fortement illustré.

Partant de ce que le président nouvellement réélu promettait de transformer le Cameroun en un vaste chantier.

François Bambou interroge ce «chantier d'émergence, c'est-à-dire ; un pays qui crée des richesses et les redistribue de manière équitable, en un pays qui offre à tous des opportunités égales d'épanouissement ; en un pays à la croissance économique forte et durable ; en un pays à la sécurité alimentaire renforcée ; bref en un pays du bonheur de tous et

de chacun». Un projet auquel s'est adonné le chef de l'Etat, Paul Biya qui dès les premiers moments a lancé différents grands chantiers qui dans bien des cas, sont en phase d'achèvement. Certes, note le magazine, sur le chemin de leur mise en œuvre, les différents projets ont connu des écueils. Mais généralement surmontés.

Secte islamiste

Au plan de la gouvernance dont Paul Biya promettait une nette amélioration, il a eu la surprise, note le journal d'être confronté dès les premiers moments aux attaques de la secte islamiste Boko Haram. Cette séquence, souligne la publication, s'est annoncée par des enlèvements d'étrangers d'abord. Et progressivement par des attaques armées et incursions des membres de Boko Haram dans le territoire camerounais. Une guerre non déclarée et sous-traitée à laquelle le président de la République a dû personnellement répondre, s'engageant à vaincre l'hydre. Ce premier challenge de taille comme le note fort opportunément François Bambou, aura ouvert un front à l'Est du pays où la guerre civile en Centrafrique voisine a favorisé l'émergence des milices venues souvent procéder à des enlèvements de citoyens camerounais.

La seconde surprise est la crise sécuritaire actuelle dans le Nord-ouest et le Sud-ouest. Une crise, comme la première qui impose aux pouvoirs publics une débauche financière au point que le Groupement inter-patronal du Cameroun (Gicam) a mené une investigation auprès des entreprises opérant dans ces zones. Les résultats de cette enquête du patronat camerounais ont permis de mettre en évidence les conséquences économiques et sociales de l'insécurité qui sévit actuellement dans ces régions. Des entreprises consultées par le Gicam, 86% d'entre elles affirment que la crise dans ces régions a des répercussions négatives très importantes (50%), et importantes (36%) sur leurs activités.

Selon les estimations sommaires réalisées, la crise a déjà coûté 2,153 milliards de Fcfa en termes de destructions de biens immobiliers, de matériels roulants et meubles. Le manque à gagner en termes de chiffres d'affaires est estimé à 269,056 milliards de Fcfa dans les secteurs investigués: industries agroalimentaires, agro-industries locales, télécommunications, filière café cacao, services agricoles et distribution. En clair le premier hors-série de Défis actuels, est une balade dans les réalisations non sans difficulté de Paul Biya entre 2011 et 2018.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

La contribution des experts de la Francophonie

Ils ont partagé leur expertise avec les responsables d'Elections Cameroon le 11 septembre à Yaoundé.

M.F.N

La concertation du mardi 11 septembre 2018 entre des experts de l'Organisation internationale de la Francophonie, ceux du Pnud et Elections Cameroon (Elecam) visait l'organisation d'une élection présidentielle transparente au Cameroun. Ce à quoi s'attèle Elecam qui fait de chaque détail des préparatifs de l'élection présidentielle du 07 octobre 2018, un élément déterminant. Pour cet organisme, à écouter le président du Conseil électoral d'Elecam, Enow Abrams Egbe, «ce rendez-vous est un défi et un horizon majeur dans la vie politique et le système électoral du Cameroun». Une telle perspective veut donc garantir l'équité, la transparence et le respect du Code électoral. Pour l'équipe de l'Oif présente aux travaux, le respect de ces principes se fait avant, pendant et après le scrutin du 07 octobre prochain. Cela concerne d'abord le traitement des candidats en lice.

Au terme des échanges avec les experts de l'Oif, le président du Conseil électoral a exprimé sa satisfaction. « Nous remercions infiniment l'Oif et le Pnud de nous apporter ce soutien constant. Cela va renforcer les capacités de nos personnels. Nous en sortions aptes dans nos pratiques. Pour que nous puissions vraiment organiser une très bonne élection le 7 octobre prochain. Et que toute la communauté nationale et internationale soit satisfaite » s'est réjoui Enow Abrams Egbe. Elections Cameroon en a profité pour rassurer l'opinion nationale et internationale quant à l'état des préparatifs en cette veille du début de la campagne électorale. Pour le président du Conseil électoral, cette occasion a permis de crédibiliser Elecam. Mais aussi de consolider un dialogue franc et fructueux.

Préparatifs

Elecam et les différents acteurs du processus électoral s'accordant sur le niveau actuel des préparatifs globalement satisfaisant. Car il est question d'organiser une élection présidentielle sans faille. Occasion aussi pour le président du Conseil électoral de convoquer l'article 11 du Code électoral. L'alinéa 2 de cet article prévoit que le Conseil électoral organise des concertations avec tous les acteurs du processus électoral. En amont des travaux avec les experts des Nations unies et de l'Oif, le président du Conseil électoral Enow Abrams Egbe a ouvert, le 06 septembre à Yaoundé, la 7e conférence nationale entre Elecam et les acteurs du processus électoral. Près de 500 participants y ont pris part. Chacun d'eux a pu être outillé sur la conduite à tenir en prélude au scrutin présidentiel en préparation. Entre autres, les partis politiques, la société civile, le Conseil constitutionnel et l'administration territoriale, ont fait le déplacement.

L'on a aussi noté la présence du ministère des Relations extérieures. Il facilite les échanges entre Elecam et les missions consulaires et diplomatiques du Cameroun à l'étranger. En effet, ces travaux ont pour objectif de trouver des stratégies afin d'apaiser le climat social à la veille de la présidentielle. Depuis sa création, Elecam a établi des liens de collaboration avec les Nations unies et leurs démembrements (Pnud, Onu-Femmes, Unifem, le Centre pour les Droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale), l'Union Africaine (Ua). Mais aussi, l'Union Européenne, les Commissions électorales et administrations électorales des Etats de l'Afrique centrale (Ceeac). À cela s'ajoute, l'Institut électoral de l'Afrique du Sud (Eisa), le Réseau de soutien électoral et démocratique renforcé (Besoins) et Sightsavers.

CLASH

Dérapage de Maurice Kamto contre Vision 4

La chaîne de télévision a invité le candidat à un de ses programmes. Celui-ci a violemment décliné l'invitation.

M.F.N

Parlant du ministre Titus Edzoa qui venait de faire une sortie fracassante du gouvernement camerounais le dimanche 20 avril 1997, Joseph Charles Douma alors secrétaire général du Comité central du Rdpc eut cette boutade: «Qui eut cru Dieu coucher par terre? Un maître est comme un dieu. Or, le grand maître a craqué». Pour ses partisans et admirateurs, cette formule peut être transposée au candidat Maurice Kamto. Universitaire adulé, intellectuel parmi ceux que le Cameroun respecte le plus, et depuis quelques années qu'il parcourt l'arène, homme politique susceptible d'aspirer à la succession du président Biya, le président du mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), vient de faire une sortie pour le moins déconcertante y compris.

Invité à prendre part au programme Décryptage de Vision4, une émission qui passe au peigne fin chaque programme politique, le prof, comme nombre de Camerounais l'appellent, a décliné l'offre avec des écarts de langage. Après le passage de plusieurs candidats à cette émission, le présentateur, Ernest Obama par ailleurs directeur de la chaîne, a invité Maurice Kamto pour le numéro du vendredi 14 septembre dernier. Mais le candidat a réagi sans aucun contrôle de ses propos en proférant des accusations graves contre l'armée camerounaise et la chaîne de télévision qu'il a traitées de génocidaires. En tournée dans la région de l'Adamaoua, Maurice Kamto a réagi depuis son compte Facebook, à la grande surprise de tous, «cette chaîne divise le peuple Cameroun, méprise les populations innocentes camerounaises anglophones piégées entre le feu criminel des sécessionnistes et celui des forces nationales.»

Insulte

Ces propos ont atteint les internautes qui estiment que c'est une insulte à l'endroit des forces de défense et de sécurité. D'où de nombreuses interrogations sur les aspirations de l'universitaire, avocat et homme politique. «Comment quelqu'un qui aspire à diriger le Cameroun et commander l'armée la traite de criminelle»?, a-t-on pu lire sur les files de réactions. «Une armée qui pourtant assure sa sécurité au quotidien». En réponse à cette sortie, Ernest Obama a déploré l'attitude de M. Kamto. Le directeur de la chaîne pense que s'il est président, il fermerait toutes les télévisions du Cameroun et de nombreux

journalistes seraient en prison. Le patron de Vision4 prend l'exemple du président Donald Trump qui malgré les différends avec certaines chaînes comme «Cnn, Cbs», accepte d'accorder des interviews à ces médias durant sa campagne et depuis qu'il est à la Maison blanche. Sur son attitude, certains observateurs soutiennent que Maurice Kamto a accordé des entretiens dans plusieurs medias qui lui étaient hostile c'est le cas d'Afrique Média dont la ligne éditoriale est proche de celle de Vision4. Ils n'ont pas tort. C'est d'ailleurs ce qui conforte ceux qui ne comprennent pas qu'il ait perdu son sang-froid.

En tout cas, il était déjà reproché au candidat de louvoyer sur des sujets comme la forme de l'Etat. Au sein même de son camp, nombreux sont ceux qui pensent qu'il aurait dû accepter l'invitation de cette télévision pour taire une bonne fois pour toute, certaines polémiques. Ou alors n'étant pas à Yaoundé, il aurait pu poliment décliner, prétextant son agenda politique dans l'Adamaoua. De son côté, le politologue Mathias Eric Owona Nguini, qualifie la sortie du candidat du Mrc de démagogie. Pour lui, il s'agit d'un prétexte pour fuir le débat. Owona Nguini affirme que M. Kamto ne supporte pas la contradiction.

OBSERVATION

La délégation de l'Union africaine déjà au Cameroun

L'Union africaine (Ua), en perspective de l'élection présidentielle du 07 octobre prochain au Cameroun, a déjà envoyé sur place une équipe d'experts dont des Observateurs à long terme (Olt).

M.F.N

Arrivés au Cameroun le 05 septembre 2018, ils sont «Quatre analystes et huit observateurs à long terme (Olt) (…) Ils resteront dans le pays jusqu'au 19 octobre 2018 pour évaluer de manière exhaustive le processus électoral conformément à la méthodologie d'observation électorale à long terme de l'Union africaine», souligne un communiqué rendu public par la présidence de la Commission de l'Ua. Un deuxième groupe arrivera dans les prochains jours pour observer le déroulement de la campagne et du scrutin. «Une mission d'observation de court terme à proximité des bureaux de vote du 07 octobre, va séjourner au Cameroun du 28 septembre 2018 au 10 octobre 2018», précise le communiqué.

Le Président de la Commission de l'Union africaine (Cua), Moussa Faki Mahamat, souligne que l'objectif général de cette mission d'observation électorale est «de promouvoir la démocratie et de renforcer la confiance du public dans les processus électoraux dans les États-membres de l'Ua». Tenant compte des enjeux de ce scrutin qui survient dans un contexte sociopolitique difficile marqué notamment par des violences sécessionnistes dans les régions anglophones du Nord-ouest et du Sud-ouest, et des attaques de la secte terroriste Boko Haram dans la région de l'Extrême-nord, le président de la Commission de l'Union africaine Moussa Faki Mahamat a instruit le déploiement de cette mission pour une meilleure connaissance du terrain d'exercice et des risques.

A propos du travail de la mission d'observation à long terme, le communiqué renseigne que cette dernière est chargée de l'examen des étapes préparatoires au scrutin. Il s'agit notamment de l'organisation matérielle des dispositifs et du déroulement de la campagne. Ce déploiement du mandat de la mission découle des instruments pertinents de l'Union africaine sur la démocratie, les élections et les droits de l'homme. En particulier la Charte de 2007 de l'Union africaine sur la démocratie, les élections et la gouvernance. Cette mission, assure l'Ua, agira conformément à ces instruments internationaux et régionaux et à d'autres instruments pertinents, ainsi qu'au cadre juridique régissant les élections au Cameroun.

Arrivé au Cameroun le 12 juillet 2018, le président de la Commission de l'Union africaine avait signifié son soutien au pouvoir camerounais dans le cadre des mesures prises et préconisées au sujet de la résolution de la crise sociopolitique qui ravage les régions anglophones. Sur l'organisation de l'élection présidentielle à laquelle Paul Biya s'était porté candidat le même jour, Moussa Faki Mahamat avait promis le concours de l'Union africaine pour la bonne organisation et le bon déroulement du scrutin. C'est pour en partie, remplir cette promesse que le président de la Commission de l'Ua a dépêché ses premiers experts au Cameroun, à pratiquement un mois du scrutin.

LES VERS INTESTINAUX

Plus de 10 millions de Camerounais atteints

Cette estimation est du coordonnateur du programme national de lutte contre la schistosomiase et les helminthiases intestinales (Cpnlcsh), Pr Louis Albert Tchuem Tchuente.

Par Elvis Serge Nsaa

Plus de 10 millions de Camerounais souffrent de vers intestinaux et les enfants de 6 à 15 ans sont les plus vulnérables et les plus touchés. «Encore appelés helminthiases intestinales, les vers intestinaux sont des maladies parasitaires causées par des vers ronds qui vivent dans les intestins de l'être humain», explique le ministre de la Santé publique, André Mama Fouda. Les cas les plus répandues de ces infections sont l'ascaridiase (causée par l'ascaris), la trichocéphalose (causée par le trichocéphale), et autre ankylostomiase (causée par l'ankylostome).

Et le coordonnateur du programme national de lutte contre la schistosomiase et les helminthiases intestinales (Cpnlcsh), le Pr Louis Albert Tchuem Tchuente de dire que les principales causes de parasitoses sont d'origines diverses. Il indique par ailleurs qu'on les rencontre le plus souvent dans les quartiers insalubres où les populations dans la plupart n'ont pas accès aux latrines et à l'eau potable. Dans la même veine, il ajoute également que, certains vers intestinaux proviennent dans les aliments à portée des enfants qui sont pour la plupart, contaminés par l'eau ou le sol, ou encore l'entourage proche : famille, école et surtout avec les petits enfants qui ont une grande tendance à "tout mettre" à la bouche. Et enfin, le parasitologue pointe un doigt accusateur les conditions d'hygiène, pratique occasionnant des infestations qui entraînent une perte importante en nutriment.

Marcher les pieds nus

Les signes et symptômes de ces maladies parasitaires sont les diarrhées fréquentes, les douleurs abdominales, des irritations, allergies, nervosité, en passant par la fatigue générale de l'organisme. S'ils ne sont pas traités, les vers intestinaux entraînent plusieurs conséquences. Le praticien cite le retard de croissance chez l'enfant, la baisse du développement intellectuel, l'anémie et une augmentation du risque d'infection par d'autres germes. De même, les médecins indiquent que certains réflexes au quotidien, peuvent favoriser l'installation des vers dans l'organisme. Manger sans se laver les mains, consommer des végétaux et autres aliments non lavés, marcher les pieds nus, sont des comportements à rectifier dorénavant.

Le Pr Louis Albert Tchuem Tchuente souligne que les cas les plus fréquents sont

constatés chez les enfants de (0 à 5ans). Chez ces catégories d'âges, le parasite le plus fréquent est le vers rond qui est à l'origine des infections intestinales et provoque par conséquent la malabsorption de la vitamine A. Ce parasite peut aggraver la malnutrition et l'anémie. Sa présence dans un organisme humain entraîne une perte d'appétit.

Pour éviter les vers intestinaux, il faut utiliser les latrines et se laver les mains après les selles. Par ailleurs, il faut bien laver les légumes, fruits et autres aliments avant de les consommer. Il est aussi recommandé d'éviter de marcher les pieds nus.

Cependant, en cas d'infection par les vers intestinaux, il faut absolument se faire soigner par un médecin. Celui-ci devra administrer aux patients, des médicaments contre la maladie, à savoir, du mébedazole ou de l'albendazole. Les médicaments utilisés sont très efficaces, mais il faut souvent en reprendre dans la semaine qui suit. On observe aussi une augmentation des cas de résistance des vers aux médicaments ces dernières années. La compliance (bonne prise médicamenteuse) est importante pour casser la chaîne de transmission des vers intestinaux.

DR. CHIMÈNE TCHUENTE

Les Ténias se transmettent par l'ingestion de viande crue

Le médecin précise par ailleurs que l'absence d'un traitement adéquate peut multiplier les parasites dans l'organisme et conduire au décès du patient.

Propos recueillis par E S N

Quels sont les vers intestinaux les plus fréquents?

A ma connaissance, l'oxyure est le ver intestinal le plus fréquent, surtout chez l'enfant. C'est un ver blanc rond (« nématode ») qui mesure de cinq millimètres mm à un centimètre, par la suite, nous avons le ténia, ou ver solitaire, est beaucoup moins fréquent que l'oxyure. Il y en a deux types : Tænia saginata est dû à la consommation de bœuf et tænia solium à celle de porc. C'est un ver plat blanchâtre de la forme d'un ruban dont la longueur peut dépasser 1 mètre. Par la suite, nous avons l'ascaridiose qui est un ver rond de couleur rosée, l'ascaris, d'une dizaine de centimètres de longueur.

L'ankylostomiase est une parasitose intestinale provoquée par un petit ver rond, l'ankylostome qui suce et ingère le sang dans l'intestin ce qui entraîne une anémie. Son mode de pénétration dans le corps humain se fait, soit par ingestion soit à travers la peau des pieds. L'anguillulose ou « strongyloïdose » est aussi due à un petit ver rond de 1 à 3 mm, « l'anguillule ». La transmission se fait le plus souvent par pénétration des larves à travers la peau.

Par quel canal les vers intestinaux se retrouvent dans le corps humain?

La plupart de ces parasites pénètrent dans le corps humain par la bouche, sous la forme d'œufs et de larves ayant contaminé l'eau, des aliments, des objets, ou présents sur les mains qui sont ensuite portées à la bouche. Dans l'oxyurose, les femelles pondent des œufs au niveau de l'anus la nuit, ce qui provoque des démangeaisons anales et des phénomènes de grattage, en particulier chez les enfants.

Ceci les amène ensuite à transmettre les parasites à leur entourage par l'intermédiaire de leurs mains contaminées. Les Ténias se transmettent par l'ingestion de viande crue, ou pas insuffisamment cuite, infectée par des larves vivantes. Dans le cas de l'ankylostomiase et de l'anguillulose, la pénétration des larves se fait souvent à travers la peau, par exemple lors d'une marche pieds nus dans une zone contaminée.

En l'absence de traitement des vers intestinaux, y a-t-il des risques de complication?

Oui, il y a des risques de complication en cas d'absence de traitement. Il y a des risques de complication sur une parasitose qui s'appelle l'anguillulose en cas d'immunodépression, chez des patients qui pourraient être traités par corticoïdes à fortes doses ou qui pourraient être transplantés ou qui ont différents types d'infection. Il s'agit de l'anguillulose maligne, où il y a une multiplication du parasite qui peut envahir tout l'organisme et conduire au décès du patient. Cela peut donc être très grave.

VIE CHÈRE

Les petites solutions de la Mirap à l'Est

La Mission de régulation des approvisionnements des produits de grande consommation, mise en place par les pouvoirs publics, vient d'ouvrir un magasin témoin qui offre désormais l'opportunité aux populations de cette région de se ravitailler en produits de grande consommation.

Par Ange-Gabriel Olinga

Situé aux berges du petit ruisseau Nadodon au quartier Enia, le complexe régional de magasins témoins de vente de Bertoua est désormais opérationnel. L'édifice construit par les soins de la Mission de régulation des approvisionnements des produits de grande consommation (Mirap) a officiellement ouvert ses portes aux sociétés de production et autres coopératives des producteurs. C'est un pavillon constitué de quatre magasins et de 17 comptoirs. Celui-ci offre la possibilité aux opérateurs économiques d'avoir une paillasse comme présentoir pour les produits et un espace pour pouvoir stocker leurs produits. De mercredi à vendredi, les populations de la ville et de la région toute entière ont l'occasion de s'approvisionner des produits tels que les céréales, les tubercules, les légumes, les fruits, la farine, les huiles végétales, les pâtes alimentaires, le sucre, le sel de cuisine, les œufs de consommation, les poulets, le poisson congelé, la viande de porc et de bœuf, le gaz domestique, le savon de ménage, le fer à béton et des tôles.

Pour l'administrateur de la Mirap, Cyprien Mpamzok Ntol, « la mission de la structure dont j'ai la charge est aussi d'implanter dans chacune des dix régions du pays un complexe régional des magasins témoins de vente composé d'un bloc administratif, d'un bloc de toilette, d'une cabine de sécurité, de trois pavillons comme celui que nous avons d'inauguré, d'un centre de traitement des ordures pour la production du biogaz, d'un restaurant, d'un forage et d'un château d'eau ». S'agissant du financement, le projet de mise en place de ces complexes dans les régions du pays a bénéficié de la magnanimité du chef de l'Etat. Selon Cyprien Mpamzok Ntol, une subvention de cinq milliards 500 millions de Fcfa a été accordée à la Mirap par le président Paul Biya.

Prix raisonnables

Créés par décret présidentiel le 1er février 2011, au lendemain du Comice national agropastoral d'Ebolowa, la Mirap a réussi à développer un réseau de mise à la disposition des populations de l'Est, et à moindre coût, des produits de grande consommation. C'est ainsi que ces populations ont découvert, apprécié et intégré ses marchés témoins périodiques (Mtp). Chaque fin du mois en fait, les populations de cette région avaient rendez-vous avec les seigneurs de la terre qui venaient écouler leurs produits à des prix raisonnables, esquivant parfois des intermédiaires véreux entre producteurs et consommateurs. Dans la ville de Bertoua, deux sites provisoires ont jusqu'ici aidé la Mirap dans sa mission pour abriter ces marchés témoins. D'abord l'esplanade du Cenajes et ensuite le carrefour Enia. Ce rendez-vous mensuel du donner et recevoir se reconnaissait jusque là par des tentes et chapiteaux vert-blanc frappés du logo Mirap, sommairement montés pour la circonstance à chaque édition.

Au point où, le montage et le démontage de ces tentes exigeaient parfois des moyens humains, matériels, financiers et une perte de temps considérable. Pour Alphonse Wouamane Mbele, délégué du gouvernement auprès de la communauté urbaine de Bertoua, « l'importance de ce complexe régional des magasins témoins de vente n'est plus à démontrer pour les populations. Il s'agit désormais de la permanence des activités de la Mirap à l'Est. C'est dans ce lieu que les ménagères et autres consommateurs viendront s'approvisionner aux meilleurs prix et un lieu où les producteurs viendront vendre les produits de leur dur labeur, et cela de manière continue afin de répondre plus efficacement aux besoins de leurs familles respectives ». Cette migration des producteurs vers ce magasin témoin de vente des produits de grande consommation vient en fait mettre fin aux difficultés autrefois vécues.

A l'instar du nombre insuffisant des chapiteaux, la crainte permanente des intempéries et l'absence des toilettes modernes dans les sites provisoires où ils étaient installés. Grâce au partenariat noué avec cette entité publique, Jean de Dieu Nguélé Kamba, délégué des organisations des producteurs reconnait que « depuis 2012, nos avons régulièrement approvisionné les marchés périodiques témoins organisés dans les localités de Bertoua, Batouri, Abong-Mbang et Belabo. Ce qui a eu un impact positif dans le panier de la ménagère qui faisait face aux multiples spéculations orchestrées par certains opérateurs économiques présents dans la plupart des marchés classiques».

RATION ALIMENTAIRE

Des stratégies de survie des ménages

Face à la vie chère, les femmes de la région de l'Est rivalisent d'astuces et d'idées pour joindre les deux bouts.

Par A G O

Pour celles à qui il revient la tâche de nourrir les familles, il est devenu difficile d'assurer une bonne ration alimentaire. Depuis le début de la rentrée scolaire, ces femmes vivent une hausse vertigineuse des prix des denrées alimentaires dans les marchés. Face à cette cherté de la vie, certaines ont adopté de nombreuses solutions en fonction de leur pouvoir d'achat. «Avec la flambée des prix observée ces derniers temps au marché, j'ai opté de réduire le nombre de repas de deux à un seul par jour», explique Jeannette Bekono, dont le pouvoir d'achat est limité depuis le décès de son époux. Elle précise en plus que «cet unique repas est servi en fin de journée lorsque toute la famille se retrouve à la maison». Pour sa progéniture, le petit déjeuner n'est désormais qu'un vague souvenir.

Si pour Jeannette Bekono la réduction du nombre de repas est la solution idoine, tel n'est pas le cas pour Marguerite Ndanga. Cette dernière s'est résolue de modifier les menus. Les prix ayant considérablement augmenté, il n'est plus aisé pour sa famille de manger équilibré comme le préconise les nutritionnistes. Cette ménagère est beaucoup plus préoccupée par la quantité que la qualité des menus. Elle ne recherche plus l'équilibre entre les éléments nutritifs mais plutôt à assurer un repas à sa famille. Les revenus alloués à la ration étant insuffisants pour faire les bons plats, les entrées et les desserts apparaissent comme un luxe dans certains ménages. Pour tenir leur foyer, plusieurs femmes affirment avoir adopté des solutions de substitution pour joindre les deux bouts.

Ecrevisses

En fonction des revenus des unes et des autres, dans certains foyers, la viande a été remplacée par le poisson, le poisson par les harengs connus sous le nom de «bifaka». A défaut de hareng, certains ménages consomment les

écrevisses. «La ménagère n'a vraiment pas le choix puisque le kilogramme de viande avec os se vend actuellement à Bertoua à 1700Fcfa, tandis que celui sans os coûte 2200Fcfa. Et très peu de foyers peuvent y faire face», confie Rosine Beyala, jeune fonctionnaire. Acheter moins cher a toujours été le souhait du consommateur. Actuellement, cela devient une nécessité. La plupart des ménagères interviewées avouent parcourir plusieurs points de vente au marché dans le but de comparer les prix d'un produit avant de l'acquérir. Ici, une différence de 25Fcfa ou de 50Fcfa est significative dans un tel contexte.

C'est d'ailleurs ce qui crée l'affluence dans les marchés périodiques organisés par la Mirap, où l'on trouve des produits vivriers tels que le plantain, le macabo, le manioc ou les légumes à des prix réduits. C'est un espace ou se retrouvent les femmes des villages où des périphéries. Chaque fin du mois, acheteurs et revendeurs se bousculaient au petit marché périodique de la Mirap. Pour les ménagères de la ville, il était souvent question de s'approvisionner avant les revendeurs qui proposent les mêmes produits à des prix un peu plus élevé sur leurs étals. Face à la hausse des prix des denrées alimentaires, le défi de la ménagère de Bertoua est d'offrir le pain quotidien à sa famille. Peu importe la qualité de ce pain puisqu'il faut déployer des stratégies pour le préparer et de manière régulière.

BERTOUA

Les chantiers du C2d prennent corps

Parmi ceux-ci, la construction des ateliers municipaux, l'installation de candélabres solaires autonomes, la construction et la réhabilitation des infrastructures de la voirie pour le drainage de la ville.

Par A G O

Dans le cadre de la mise en œuvre de la deuxième phase du C2d urbain, programme issu de la coopération entre le Cameroun et la France et mis en œuvre par le ministère de l'Habitat et du Développement urbain (Minhdu), la ville de Bertoua capitale régionale de l'Est a bénéficié d'un financement d'environ 21,5 milliards de Fcfa. Une manne repartie comme suit: 13,6 milliards pour l'aménagement de près de 15Km de routes dans l'ensemble des quartiers de la ville, 7,7 milliards pour la construction des équipements marchands, d'un nouveau marché, d'un centre commercial et d'un abattoir moderne. 1,5 milliard de Fcfa pour l'aménagement des espaces publics, notamment des jardins et la construction d'une salle des fêtes d'une capacité d'accueil de plus de 200 places.

A Bertoua, il fut un temps où les travaux de cette envergure suscitaient beaucoup d'enthousiasme pour tomber ensuite dans l'oubli pour des raisons diverses. Raison pour laquelle le gouverneur de la région assure qu'il veillera personnellement à ce que ces projets arrivent à leur terme et dans de bonnes conditions. «Je réitère ici ma ferme volonté à suivre avec le plus grand intérêt et la plus forte vigilance ces travaux qui ne devront pas nuire à la mobilité des personnes et des biens», a déclaré Grégoire Mvongo le 14 septembre 2018 à l'occasion du lancement des travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures de la voirie et de drainage de la ville de Bertoua. En insistant sur l'urgence de prendre des dispositions nécessaires pour le démarrage effectif desdits travaux dans deux mois, Grégoire Mvongo a exhorté le délégué du gouvernement auprès de la communauté urbaine, Alphonse Wouamane Mbélé, et le coordonnateur de la cellule locale de suivi du programme C2d, Alain Gbamane Dogoua à Bertoua, de veiller à ce que ces travaux ne prennent aucun retard dans leur phase d'exécution.

Bureaucratie

Pour le coordonnateur national du programme C2d, «mieux vaut tard que jamais. L'attente a été très longue mais nous y sommes. Nous avons mené toutes les études prévues dans le cadre de ce programme et nous ferons ce que les moyens nous permettront de faire» a souligné Paul Dongue en invitant les responsables du groupement Sogea-Satom/Mag de conduire lesdits travaux dans les règles de l'art et dans les délais. Il a aussi exhorté les acteurs de la chaîne à éviter la bureaucratie et à se départir des procédures inutiles qui créent des blocages et autres goulots d'étranglements. «Bertoua a besoin de ses routes. Il faut les lui donner». Le programme C2d en fait vient compléter d'autres chantiers entamés par le gouvernement dans le cadre du Plan d'urgence triennal. A l'instar du chantier de construction de 100 logements sociaux et d'un hôpital de référence à Bertoua. Pour Paul Dongue, «il s'agit d'énormes investissements qui nécessitent l'aide et la participation de tous. C'est pourquoi j'en appelle aux concessionnaires Eneo, Camtel, Camwater pour leur réactivité parce que la réussite de l'exécution des travaux et le respect du timing de ces chantiers sont tributaires des efforts et du sacrifice de tout un chacun». S'agissant des expropriations, le rapport de la commission d'évaluation des biens est en bonne voie pour que tout se passe sans couacs. Le groupement Sogea-Satom/Mag, entreprise adjudicataire des travaux aura un délai de 24 mois pour livrer les travaux. Les différentes voies à construire sont classées en trois groupes. Il s'agit des voies structurantes secondaires d'un linéaire de huit kilomètres, des voies de désenclavement des quartiers denses d'un linéaire de cinq kilomètres et des voies de desserte d'un linéaire de 800 mètres, pour un linéaire total d'environ 14Km 500 mètres.

Le type de revêtement choisi est le béton compacté au rouleau et les pavés. Les populations des quartiers bénéficiaires auront ainsi droit à une chaussée de largeur 3,50 mètres constitués des trottoirs de 2,50 mètres de part et d'autre. Dans le cadre de la réalisation ces travaux, il est également prévu l'aménagement des aires de stationnement pour taxis, des plateformes pour la pose des bacs à ordures, la construction d'un réseau d'éclairage public et des feux tricolores dans les carrefours giratoires. Cet ensemble d'infrastructures constituera le fleuron de la ville et cela demande de la part de tous des sacrifices importants. D'abord en termes d'entretien. L'une des obligations de la part des bénéficiaires est la contrainte de les pérenniser, et cette pérennisation ne peut se faire sans entretien. La deuxième contrainte qui incombe aux différents bénéficiaires est le changement de mentalités de tous et le besoin de s'approprier ces ouvrages.

CAN 2019/Chantiers de Prime Potomac à Garoua

Satisfecit et encouragements du Minsep

En visite sur les sites hier, le ministre des Sports et de l'Education physique, Bidoung Mpkatt, s'est dit rassuré de l'état d'avancement des travaux de l'entreprise.

Par Marie Robert Eloundou

La visite inopinée d'un membre du gouvernement, aux premières heures d'une journée habituellement férié (dimanche), et à la suite des pluies, aurait pu aboutir au constat des chantiers inactifs. Mais, ainsi que le relèvera avec satisfaction le ministre des Sports et de l'Education physique (Minsep), Bidoung Mpkatt, la mobilisation des personnels trouvés sur chaque site des chantiers de Prime potomac, au premier rang desquels leur PDG, Ben Modo, atteste bien de la détermination de l'entreprise à livrer dans les délais, malgré les difficultés. Un pari en passe d'être tenu, ainsi que le Minsep a pu le constater durant sa descente. Sur les stades d'entraînement de Poumpoumre, Reyre, Cenajes et de Coton Sport de Garoua, l'heure est à l'engazonnement sur les différentes aires de jeu. Malgré les trombes d'eau qui dégorgent, les employés de Prime Potomac s'activent à repiquer les plants de pelouse sur les surfaces décapées, qu'ils consolident ensuite avec du fumier. Selon les explications du Pdg Ben Modo, ce compost formé essentiellement de déjections bovines va densifier la texture du sol avant d'être hermétisé avec du sable pour enfin être compacté et tondu. Ainsi, dans un délai de 10 jours, les quatre pelouses seront déjà dans une forme proche du praticable. Au même moment, tous les équipements de vestiaires (meubles, portes, sanitaires, faux toits, etc) sont arrivés par vol Cargo à Garoua depuis vendredi dernier, et vont bientôt commencer à être installés. La couverture des tribunes commencera elle aussi au courant de la semaine, en même temps que les finitions. Les chaises des gradins quant à elles, sont annoncées pour le 22 septembre prochain. De sorte qu'au 30 septembre, date prescrite par la 3e mission de la Confédération africaine de football (CAF) pour la livraison des premiers ouvrages, si Prime potomac n'est pas en mesure de présenter un chantier complètement achevé, il n'en sera pas très loin.

Missions d'inspection

A six semaines de la prochaine mission d'inspection de la CAF, ces informations ne pouvaient que réjouir le Minsep qui a adressé ses félicitations à l'entreprise. Rappelant de nouveau tous les enjeux liés aux forces extérieures agissant avec des complicités locales pour remettre en cause l'organisation par le Cameroun de la CAN 2019, le ministre Bidoung Mpkatt ne passera pas par quatre chemins lors de la réunion tenue à huis-clos avec les acteurs concernés, pour relever que Garoua représente jusqu'ici le site le plus sensible de tout le dossier Cameroun. Autrement dit, si la capitale régionale du Nord honore ses engagements, il ne subsistera plus le moindre point d'inquiétude sur l'organisation. C'est dire la lourde responsabilité qui pèse sur les épaules de Prime Potomac et Mota Engil, les deux principaux prestataires pour ce qui est des infrastructures sportives et hôtelières dans la capitale de la région du Nord.

S'agissant d'ailleurs de ce deuxième pan, Prime Potomac a porté à la connaissance du Minsep les difficultés qu'ils continuent à avoir pour l'approvisionnement en certains matériaux notamment le gravier concassé, et le paiement des fournisseurs dû au lent apurement des décomptes. Des retards que l'entreprise envisage de compenser en anticipant déjà sur d'autres opérations comme la commande des meubles qui a déjà été effectuée et n'attend que le transport vers Garoua. « Malgré les retards actuels, si à deux semaines de l'expiration des délais on a terminé le gros œuvre, en trois jours nous pouvons installer tous les mobiliers et ainsi rattraper le retard », a assuré le Pdg Ben Modo.

Le Minsep, hier dimanche, sur le site du chantier du stade d'entraînement de Poumpoumre.

Prime Potomac et les travaux de la CAN à Garoua

Des avancées au galop dans un flot de rumeurs infondées

Le dernier épisode est l'effondrement d'une dalle de l'hôtel de 70 places construit par Mota Engil aussitôt attribué à l'entreprise de Ben Modo.

Par M.R.E

Le chantier de l'hôtel de 70 places faussement attribué à Prime Potomac.

Depuis l'attribution des marchés de la Can en août 2017, Prime Potomac fait face à une cabale sans fin. Des rumeurs les plus folles aux plus alarmantes sont insidieusement concoctées pour déstabiliser l'entreprise dans la réalisation de son cahier de charge. La dernière tentative a eu lieu en début de semaine dernière. Un chantier de Mota Engil a assez rapidement été attribué à Prime Potomac à la suite d'un incident. Preuve assez éloquente de ce que l'on ne résiste devant aucun type de mensonge pour espérer affaiblir Ben Modo et ses équipes. Tout part du chantier de construction de l'hôtel de la cité de Garoua, l'un des établissements 4 étoiles prévus dans le cadre de l'organisation de la CAN 2019, le vendredi 07 septembre dernier. Alors que les ouvriers de ce chantier confié à l'entreprise portugaise Mota Engil étaient à l'œuvre, l'une des dalles de l'ouvrage encore en coffrage, a subitement cédé, créant panique et émoi. Heureusement, l'incident s'est déroulé sur une partie du site à ce moment-là déserte, et n'a donc entraîné ni mort, ni blessé.

Du côté de Mota Engil, le service des Relations publiques a préféré minorer ce qui n'est qu'une péripétie de chantier sans grande incidence. C'est d'ailleurs trois jours après qu'un communiqué est publié sur le sujet, indiquant que « le coffrage prévu pour recevoir un segment de la dalle du premier étage de l'hôtel en chanter s'est affaissé peu avant le coulage du béton », et ce durant les tests de résistance. On apprendra d'un employé du chantier que cet écroulement est directement lié aux fortes pluies qui s'abattent sur Garoua ces dernières semaines. Et notamment celles enregistrées en fin de semaine dernière. L'entreprise Mota Engil qui venait de procéder à un coulage, a donc vu le sol soutenant les coffrages, devenir glissant et instable. A cet emplacement, l'édifice n'a donc pas eu le temps d'être assez fortifié, car pas assez sec. Après vérification, on assure que le reste de l'ouvrage, lui, est resté solide. Curieusement, tant que Prime Potomac n'avait pas démenti la rumeur qui lui attribuait le chantier où l'incident était survenu, l'entreprise Mota Engil n'avait pas cru devoir éclairer l'opinion publique.

DOUBLE NATIONALITÉ DES CAMEROUNAIS DE LA DIASPORA

Un enjeu de développement inestimable dans la marche vers un Etat moderne

Par Omer Zang Sidjou *

Avec la Rdc en Afrique, le Cameroun est l'un des pays interdisant complètement la double-nationalité. Au détour de la loi du 11 juin 1968 portant code de la nationalité, notre pays est resté coincé dans la circonspection des régimes postcoloniaux qui redoutaient des revendications souvent nationalistes, souvent souverainistes et démocratiques de leurs diasporas. En son article 31 alinéa 1er, cette loi tombe comme un couperet sur les camerounais d'origine ayant succombé à la tentation d'une autre nationalité. « Perd la nationalité camerounaise, le Camerounais majeur qui acquiert ou conserve volontairement une nationalité étrangère. », énonce-t-il.

Si cette disposition ne concernait en 1968 que quelques camerounais dont il fallait à tous prix contenir l'activisme ; aujourd'hui, s'y arcbouter est inopérant. Les capacités de « nuisance » des activistes ne nécessitent plus leur présence sur le sol de leur cible. D'un simple clic, ils atteignent des millions de personnes. Leurs messages se relaient à la vitesse de l'éclair. L'obsolescence de cette loi est désormais certaine. Elle est à l'origine d'amalgames qui s'accumulent. Elle revient, pour notre Nation, à jeter le bébé avec l'eau du bain.

Revenir sur cette loi désuète n'est plus une simple question de régularisation, c'est d'un enjeu de développement à plus d'un titre. Car en effet, ne pas procéder à cette régularisation s'est rejeter notre propre origine, nos propres valeurs. Celles transmises par nous-mêmes à notre postérité. La jeunesse camerounaise que nous avons contribuée à constituer par nos valeurs lors des étapes critiques de leurs vies, qui s'est expatriée et a acquis une autre nationalité, n'a d'autre fierté que de vivre de la certitude que ses racines sont toujours les siennes, quoi qu'il advienne. La Patrie aurait toujours dû garder ses bras ouverts pour fiévreusement attendre son retour, y compris celui de ceux-là que l'on classifie comme « espiègles ».

Economiquement, notre renoncement à la double nationalité contribue à nous priver d'un pan entier de notre capital humain. Celui-là qui est plus riche d'avoir appris de chez nous et d'ailleurs.

Diaspora

Economiquement, notre renoncement à la double nationalité contribue à nous priver d'un pan entier de notre capital humain. Celui-là qui est plus riche d'avoir appris de chez nous et d'ailleurs. Celui-là qui est plus courageux et pugnace d'avoir domestiqué, contre vents et marrées, les difficultés de l'expatriation pour se faire une place en compétition contre d'autres d'une autre origine. La ressource qu'il constitue aujourd'hui profite plus à d'autres qu'à nous-mêmes. Le Cameroun, avec moins d'un demi-pourcent de sa richesse nationale venant de sa diaspora, est très en deçà de ce que tire des pays tels que le Kenya et le Rwanda des transferts des migrants vers leur terre natale. Ceci alors même que de réputation, notre diaspora est l'une des plus vibrantes et des plus dynamiques. Sa qualité suscite l'envie de plusieurs. On lui critique cependant son manque de coordination qui n'est que trivialité : sa terre natale lui a refusé le droit de se prévaloir de son origine le torse bombé.

Pis, notre renoncement à la double nationalité c'est « esclavager » cette jeunesse une deuxième fois. Refermer nos portes à un retour physique de cette vibrante jeunesse (et moins que jeunesse) nous coupe des richesses qu'elle voudrait revenir créer sur ses racines. Elle résout les problèmes et les contraintes des nations avancées alors que les siens s'accumulent. Sinon, qu'est ce qui explique les divergences entre les discours populistes contre l'immigration occidentale et l'envol des statistiques dans l'accueil des migrants de toutes sortes ? Qu'est ce qui peut autoriser l'outrecuidance d'une politique dite d'« immigration choisie » à la Sarkozy, alors que tous les rapports s'alarment sur le déficit en ressources humaines de pointe pour porter notre essor?

En rapprochant ces questionnements à la réalité, on trouve certaines réponses. Le déficit de natalité dans certains pays en occident et son inquiétude pour son système de sécurité sociale et de retraite dispendieux s'expliquent plus que jamais par la menace de sa population vieillissante. Cette réalité dénote que le travail de sa propre jeunesse ne suffirait plus à payer les droits sociaux de ses plus âgés. En d'autres termes, l'occident aussi fait face à une transition démographique, pour le coup, complètement menaçante jusqu'à sur son existence. C'est à ce titre que certaines analyses révèlent qu'un étranger travaillant en France notamment, rapporte beaucoup plus à la communauté qu'elle ne le taxe. Ces analyses recommandent que davantage d'immigrés travailleurs (300 mille environ) soient acceptés par an sur les 15 prochaines années pour sauver le système de retraite en Europe. Voilà qui est tout dit.

Face à cette réalité, tout se passe comme si de nouveau, notre pays va, par simple roublardise, abandonner sa jeunesse comme pièce de rechange pour une stabilité sociale á l'étranger. Elle qui devrait servir de moteur pour le développement de notre pays.

Désormais donc, au-delà de l'institution de la double nationalité dans notre pays, l'on est bien tenté de proposer la restauration de la nationalité d'origine camerounaise à titre posthume à toutes ces personnes décédées dont les ayant-droits en feraient la demande. Ce rattrapage historique permettrait de laver la mémoire de ceux-là qui n'auront pas eu le privilège de voir tomber le mur du rejet fraternel camerounais, que j'espère très prochain.

Economiste

STUDY IN EUROPE

Erasmus+

VOUS ÊTES

Étudiants, chercheurs, jeunes professionnels, personnel académique et tous ceux intéressés par les possibilités d'études en Europe

VENEZ DÉCOUVRIR

les programmes européens et les possibilités de financement

Salon européen des étudiants à Yaoundé
18-19 Septembre 2018
Palais des Congrès

ENTRÉE GRATUITE

Ton aventure européenne commence ici !

Your European adventure starts here!

FREE ENTRANCE

YOU ARE

Students, researchers, young professionals, university representatives, national authorities, higher education professionals and all interested by the opportunities to study in Europe

COME TO DISCOVER

the European programmes and financing opportunities

Study in Europe Fair in Yaoundé
18-19 September 2018
Congress Palace

https://twitter.com/studyeu_cmr https://www.facebook.com/sieincameroon https://www.instagram.com/studyineu_cmr/

Consultez le programme des sessions d'information et les bus GRATUITS pour venir au salon sur notre site web
Check the programme of presentations and the FREE buses to come to the fair in our website
https://ec.europa.eu/education/events/10-icqshea-and-study-in-europe_en